

Le 22 décembre 2011
Contact n°36

Dons des TCA aux banques alimentaires et organismes communautaires

Comme à chaque année, le syndicat des TCA tient à jouer un rôle dans la lutte contre la pauvreté en distribuant des dons à différentes banques alimentaires et organismes communautaires du pays.



Grâce au Fonds de justice sociale des TCA, un chèque de 2 000 \$ a été remis encore cette année à l'organisme Moisson Québec, région de Québec. Sur la photo, Alain Blanchette, président de la section locale 1044, Hélène Vézina de Moisson Québec et Daniel Déry, représentant des TCA.



Sur cette photo, on voit Sylvain Martin, directeur régional de Montréal, remettre un chèque au montant de 3 500 \$ à Louis Kemp, président du Resto-Pop.



Sur la photo ici, Denis Lepage, directeur régional du Saguenay, remet un chèque de 3 500 \$ à Daniel Néron, de Moisson Saguenay-Lac-St-Jean.



Sylvain Martin a aussi remis un chèque de 5 000 \$ à Dany Michaud, directeur général de Moisson Montréal.



Fin du conflit chez TW Distribution

Le conflit de travail qui avait débuté le 1er décembre dernier est maintenant terminé. Le 20 décembre, les membres de l'unité TWD ont entériné l'entente de principe à 88%. Celle-ci comprend des augmentations salariales de 3.5%, 3.5% et 3% pour les trois années de la convention collective. Cette augmentation salariale fait en sorte que l'écart de .37¢ entre le salaire du commis d'entrepôt de la convention collective d'UAP Centre de distribution de Montréal et les commis d'entrepôt de TWD est réduit.

Le message du syndicat à l'employeur a été clair à ce sujet : les membres ne lâcheront pas la bataille et ce n'est que partie remise dans trois ans, afin de continuer de réduire cet écart. Les membres de cette unité méritent tout autant le salaire de leurs confrères d'UAP pour un travail égal.

Félicitations à tous les membres pour leur solidarité ainsi que les membres TCA des autres sections locales qui sont venus appuyer les lockoutés. Il faut également souligner le travail du président de l'unité, Martin Dufault, et Sylvain Pothier, délégué, pour leur appui et implication durant ce conflit.

La portée du nouvel accord de sécurité sur la frontière canado-américaine est préoccupante, selon le président des TCA

Le président des TCA, Ken Lewenza, a fait part de ses inquiétudes concernant le nouvel accord de sécurité sur la frontière canado-américaine annoncé le 7 décembre à Washington.

Selon M. Lewenza, son syndicat est favorable à l'adoption de mesures concrètes pour accélérer la circulation et réduire la congestion à la frontière. Toutefois, il a souligné que la plupart des initiatives et des projets-pilotes annoncés dans le cadre du nouvel accord portaient sur de nouvelles mesures destinées à renforcer la sécurité et à harmoniser la réglementation commerciale, et que ces mesures ne procureraient aucun avantage direct permettant d'améliorer la fluidité de la circulation transfrontalière.

« Les principaux goulets d'étranglement résultent d'un manque d'infrastructures et de ressources », a expliqué M. Lewenza. « Nous avons besoin de plus de ponts, de plus de voies d'inspection et de plus de gardes-frontières. Toutefois, cet accord est axé sur une intégration plus étroite des renseignements de sécurité et des mesures de contrôle et sur l'élimination de règlements commerciaux qui n'ont rien à voir avec la frontière.

M. Lewenza s'est dit particulièrement préoccupé par la mise sur pied du nouveau Conseil de coopération en matière de réglementation (CCR), qui travaillera à l'harmonisation de la réglementation commerciale canadienne avec les lois en vigueur aux États-Unis. Même si cela permettra à certaines entreprises qui vendent leurs produits sur le marché canadien d'éviter des coûts et des inconvénients, ces démarches pourraient également augmenter les risques encourus par les consommateurs canadiens.

« Il ne s'agit pas ici d'un prétendu 'compromis' entre l'efficacité à la frontière et la souveraineté canadienne, estime M. Lewenza. On s'apprête plutôt à réécrire les règlements canadiens pour les rendre plus pratiques pour les entreprises. »

Une intégration automatique et en profondeur des renseignements et des pratiques de sécurité pourrait également poser des risques importants pour les Canadiens, selon M. Lewenza. Il a souligné que toute procédure d'échange de renseignements devait être assortie de « mécanismes de contrôle efficaces » pour s'assurer que ces procédures sont pleinement compatibles avec les normes canadiennes en matière de protection des renseignements personnels ainsi qu'avec la Charte des droits et libertés.

À l'heure actuelle, des modifications législatives permettent aux autorités américaines d'exercer une surveillance de routine généralisée sur leurs propres citoyens, d'arrêter et de détenir des personnes soupçonnées d'être des « terroristes » sans que celles-ci puissent se prévaloir des protections juridiques conventionnelles, de saisir des biens et de mettre en œuvre d'autres mesures qui sont inacceptables au Canada. « Les Canadiens doivent absolument être protégés contre de tels abus. Cela doit être la priorité absolue de notre gouvernement », a estimé M. Lewenza.



Économie : le Canada fait fausse route en se retirant du protocole de Kyoto

La décision du gouvernement Harper de retirer le Canada du protocole de Kyoto n'est pas seulement un coup dévastateur porté aux efforts du pays dans sa lutte aux changements climatiques, mais elle nuira aussi à la création de bons emplois à valeur ajoutée dans les secteurs de l'énergie verte et de la conservation de l'énergie, selon le président des TCA, Ken Lewenza.

« Stephen Harper est en train de nous dire que nous acceptons le statu quo en ce qui concerne la crise climatique mondiale et il crée une fausse contradiction entre la croissance économique et l'action environnementale, ce qui est à la fois insensé et injustifié », a déclaré M. Lewenza.

M. Lewenza a déclaré que, dans la foulée de l'érosion massive du secteur industriel au pays (et particulièrement du secteur manufacturier), le protocole de Kyoto (ainsi que les stratégies d'énergie verte en général) procure au gouvernement un moyen de maximiser les possibilités économiques associées à la réduction de la pollution industrielle, au développement de technologies innovatrices de réduction des émissions de carbone et à l'ajout de nouveaux secteurs à valeur ajoutée au sein de notre économie. L'adaptation à un monde où les émissions de carbone sont limitées représente un énorme potentiel de création d'emplois pour les Canadiens, selon M. Lewenza.

« De nombreux économistes, ainsi que le gouverneur de la Banque du Canada, Mark Carney, ont fait remarquer que l'économie du Canada a un besoin criant que les entreprises fassent davantage de dépenses en immobilisations pour sortir de cette récession qui s'éternise, a souligné M. Lewenza. Quoi de mieux que s'appuyer sur une réglementation et des politiques constructives qui nous permettront, même un peu tard, de respecter nos engagements dans le cadre du protocole de Kyoto et de stimuler les investissements en immobilisations dans les domaines de la conservation de l'énergie, de l'énergie verte et du transport durable? »

« Au lieu de cela, ce gouvernement a choisi de faire obstacle aux progrès accomplis dans le monde en matière de lutte aux changements climatiques et, en matière d'économie, met tous nos œufs le même panier en donnant la priorité à l'extraction et à l'exportation du pétrole », a affirmé M. Lewenza.

Les TCA ont appuyé la ratification et la mise en œuvre du protocole de Kyoto en 2002. Depuis, le syndicat s'est fait le défenseur des efforts visant à lutter contre les changements climatiques, particulièrement dans le secteur du transport durable. Visitez la page <http://www.tca.qc.ca/documents/Nous%20faisons%20avancer%20les%20choses.pdf> pour lire « Nous faisons avancer les choses : Une vision du transport durable ».

M. Lewenza a également exhorté le gouvernement fédéral à imposer une réglementation plus stricte en ce qui concerne l'exploitation des sables bitumineux, laquelle a été la principale cause de la hausse des émissions de gaz à effet de serre au Canada au cours des dernières années. Les propositions du syndicat comprennent l'interdiction de toute prise de contrôle des ressources pétrolières par des intérêts étrangers, l'imposition de plafonds sur les hausses d'émissions futures de l'industrie et la définition de cibles en matière de contenu canadien relativement aux achats de machinerie et d'équipement et le raffinage du bitume.



Projet de loi sur les droits des personnes transgenres : il est temps d'agir

Un projet de loi visant à mieux protéger les droits des personnes transgenres a été présenté à nouveau par le porte-parole du NPD pour les questions touchant les gais, lesbiennes, bisexuels et transgenres, Randall Garrison.

Le projet de loi d'initiative parlementaire C-279, Loi modifiant la Loi canadienne sur les droits de la personne et le Code criminel (identité et expression sexuelles) énonce clairement la protection des transgenres en vertu de la Loi canadienne sur les droits de la personne et la législation fédérale en matière de crime haineux, pour s'assurer que ces personnes ne soient pas victimes de discrimination fondée sur l'identité sexuelle ou son expression.

Le précédent projet de loi d'initiative parlementaire C-389, qui avait été adopté par le dernier parlement après avoir été présenté par le député néodémocrate Bill Siksay, était en attente de l'approbation du sénat lorsque les élections fédérales ont été déclenchées.

Le syndicat des TCA est un ardent défenseur de la dignité, du respect et de l'égalité pour tous. De nombreuses conventions collectives conclues avec les TCA comportent des protections explicites pour protéger les transgenres, mais il reste encore beaucoup à faire pour assurer que les transgenres soient protégés dans la société en général et dans les lieux de travail non syndiqués. Les personnes transgenres sont plus souvent victimes de discrimination et de violence, sont plus souvent sans emploi et sont souvent privées de logement et d'accès aux services médicaux.

Le syndicat des TCA encourage ses membres à communiquer avec les députés qui ont appuyé le précédent projet de loi C-389 pour les remercier de leur appui à la création de mesures de protection progressistes pour les transgenres et leur demander d'appuyer ce nouveau projet de loi. Il sera également important de communiquer avec les députés réélus qui n'avaient pas appuyé le projet de loi C-389 et les nouveaux députés pour leur demander de voter en faveur du projet de loi C-279, qui a été déposé à nouveau le 21 septembre.

Pour une liste des députés réélus ayant appuyé le projet de loi C-389, téléchargez le document suivant : http://www.caw.ca/assets/images/Re-Elected_MPs_support.pdf



Movember à la section locale 584 des TCA



La section locale 584 des TCA participe à la campagne Movember depuis deux ans. Cette année, la campagne a pris une tournure plus personnelle pour les membres de la section, dont le président, Kim Clout, est aux prises avec de graves problèmes de santé. La section locale 584 a réuni 27 participants, qui ont pu recueillir 1 035 \$ pour soutenir la recherche sur le cancer de la prostate. La section espère être en mesure d'augmenter sa contribution l'an prochain et envisage de lancer un défi aux autres sections locales.



Rappel : conférence sur la négociation dans le secteur des métiers spécialisés et sur les nouvelles technologies

La conférence des TCA sur la négociation dans le secteur des métiers spécialisés et sur les nouvelles technologies aura lieu du 22 au 24 février 2012 au Sheraton Centre Hotel de Toronto, en Ontario.

La date limite pour s'inscrire est le 9 janvier 2012. Pour de plus amples renseignements sur la conférence, envoyez un courriel au service des métiers spécialisés des TCA à l'adresse suivante : trades@caw.ca.



Le syndicat des TCA rencontre le porte-parole de l'opposition en matière de commerce pour discuter de l'AECG

Le 9 décembre, le président des TCA, Ken Lewenza, s'est joint aux dirigeants des TCA de la région de Windsor pour une rencontre avec le porte-parole de l'opposition officielle en matière de commerce, Brian Masse (député de Windsor-Ouest) dans le but de discuter de leurs préoccupations communes sur l'accord économique et commercial global (AECG) proposé entre le Canada et l'Union européenne. Cet



accord pourrait limiter le droit des gouvernements des provinces et des municipalités de mettre en œuvre des politiques d'achat efficaces. L'AECG aurait probablement également comme effet d'accroître le déficit commercial actuel du Canada par rapport à l'Europe, de nuire davantage à la croissance dans le secteur manufacturier, d'augmenter les coûts des soins de santé et de donner aux investisseurs privés le droit de poursuivre les gouvernements en justice en raison de leurs politiques, pour ne nommer que quelques-uns des problèmes. Brian Masse a manifesté sa frustration face au processus de négociation à huis clos du gouvernement Harper et a critiqué les efforts obstinés du gouvernement à conclure, à tort, d'autres accords de libre-échange. Les négociations entourant l'AECG devraient se conclure en 2012.

